

Plateforme 2012

Edouard Lecerf

Directeur Général de TNS Sofres



Note de synthèse

Cette synthèse a été rédigée dans le respect
des procédures Qualité de TNS Sofres.

UNICEF France

TNS SOFRES

Edouard LECERF

Aurélie BOUILLOT

Jérémie PIQUANDET



Date : 24 février 2012

18RV89

© TNS

Une étude miroir auprès des adultes mais aussi des adolescents pour comprendre l'opinion à l'égard de la situation des enfants et adolescents en France

Cette **étude d'envergure**, menée **online** par TNS Sofres pour l'Unicef France dans le cadre des élections présidentielle et législatives, a été réalisée **auprès d'un échantillon de 1000 adultes** représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus **et d'un échantillon représentatif de 1000 adolescents** âgés de 15 à 17 ans. **Le questionnaire est identique pour les deux cibles** : préoccupation quant à la situation des enfants et des adolescents en France, utilité perçue de la création d'un Ministère d'Etat dédié, prise en compte de ces enjeux dans le prochain vote à l'élection présidentielle (adultes) ou dans le souhait de vote (adolescents). **Deux questions ont été ajoutées pour les adolescents**, des questions issues de l'Observatoire TNS Sofres – UNICEF des Droits de l'enfant et des adolescents en France, mené en 2010 : perception du discours des médias sur les enfants et les adolescents, confiance des adolescents en leur avenir.

Un constat unanime : 89% des adultes et 88% des adolescents se disent *préoccupés* par la situation des adolescents et des enfants en France. Les adultes sont même 38% à se dire *très préoccupés* (pour 19% des adolescents).

Un ministère dédié : pour les candidats à la prochaine élection présidentielle, répondre à cette préoccupation devrait donc être une priorité. 79% des Français considèrent que la création d'un Ministère dédié serait une solution utile pour répondre aux enjeux de l'enfance et de la jeunesse. Chez les adolescents, ils sont 89% à apprécier cette proposition.

Les prochaines élections : en avril prochain, près de la moitié des Français (48%) sera donc attentive à la place faite aux enjeux de l'enfance et de l'adolescence par les candidats et en tiendra compte, au moment de voter. Dans le même temps, plus de quatre adolescents sur cinq (84%) estiment que les propositions « enfance et jeunesse » des candidats auraient orienté leur choix s'ils avaient pu voter à la prochaine élection.

L'inquiétude unanime autour de la situation des enfants et les adolescents en France

En France, les conditions de vie des enfants et adolescents sont dans l'ensemble, meilleures que celles que connaissent et subissent des millions d'enfants à travers le monde. Pour autant, de nombreux sujets d'inquiétudes persistent en France : 2 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, 600 000 sont mal logés, un jeune sur cinq sort chaque année du système scolaire sans diplôme, plusieurs dizaines de milliers d'enfants étrangers sont sans protection de leur famille. **Si cette situation n'est pas forcément connue dans le détail, un constat demeure clair pour les Français : 89% des adultes et 88% des adolescents considèrent que la situation des adolescents et des enfants en France est préoccupante. Les adultes sont même 38% à se dire *très préoccupés* (face à 19% des adolescents). Etre soi-même parent influe sur ce sévère constat (41% des foyers avec enfants se disent *très préoccupés* contre 36% des foyers sans enfant). Chez les adolescents, c'est plutôt la situation scolaire qui accentue l'inquiétude : 27% des lycéens en filière d'enseignement technologique et 23% en filière professionnelle se disent *très préoccupés* (contre 15% en filière générale).**

Cette préoccupation est à mettre en regard de l'incertitude majoritaire des adolescents face à leur avenir. Ainsi, 52% d'entre eux déclarent ne pas se sentir *en confiance* quand ils pensent à leurs futures études, leur futur métier, ou leur future vie de famille (contre 47% de *confiants*) et 56% observent que les médias qui les évoquent en parlent *plutôt négativement* (contre 32% de *façon neutre, sans porter de jugement*, 11% *plutôt positivement* et 1% *sans opinion*).

Un véritable enjeu à l'aube de la prochaine échéance électorale

Aujourd'hui, 6 ministères sont concernés par l'enfance (cohésion sociale, éducation nationale, santé, justice, intérieur, sports) et l'enfant est vu au travers du prisme des espaces qu'il occupe (famille, école, sport, santé, justice...), non dans sa globalité. **Une très large majorité de Français (79%) estime pourtant que demander aux candidats de s'engager publiquement en faveur des enfants et des jeunes, au travers d'un tel Ministère dédié serait *utile*...** et 28% trouvent même que c'est un projet *prioritaire* : une proposition d'autant plus soutenue quand on a soi-même un enfant (33% contre 25% des foyers sans enfant) mais aussi par les catégories les plus modestes de la population (30% contre 24% des catégories supérieures). **Chez les adolescents, ils sont 89% à apprécier cette proposition.** 35% la considèrent même *prioritaire* : là encore, on retrouve les plus déterminés en filière technologique (52% contre 30% en filière générale) et auprès des adolescents les plus âgés (à 17 ans, 38% contre 32% à 15 ans).

En avril prochain, près d'une moitié des Français (48%), toutes catégories de la population confondues, sera donc attentive à *la place faite aux enjeux de l'enfance et de l'adolescence dans les programmes des candidats*. En parallèle, plus de quatre adolescents sur cinq (84%) estiment que les propositions « enfance et jeunesse » des candidats à la présidentielle auraient orienté leur choix s'ils avaient pu voter à la prochaine élection ! Un quart des 15 à 17 ans (23%) nous dit même que la place faite à ces enjeux qui les concernent par les candidats serait *un élément de choix décisif*, contre 7% des adultes.